

Au premier trimestre, la baisse des effectifs salariés s'est ralentie, mais cette relative amélioration paraît transitoire. La poursuite de la décroissance des effectifs observée depuis deux ans n'est pas remise en cause, elle est néanmoins légèrement atténuée : l'industrie (y.c. bâtiment) devrait encore perdre 160.000 emplois salariés en 1985. Cette perte ne serait pas compensée par l'évolution dans le tertiaire marchand, où les effectifs resteraient quasiment stables.

Les effets de cette baisse de l'emploi sur l'évolu-

tion du chômage seront moindres que ne l'indiquerait l'extrapolation des tendances antérieures : les mesures concernant les jeunes (déjà 114.000 TUC à la fin mai) permettront de maintenir à un niveau relativement bas le nombre des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Cependant la situation du marché du travail reste préoccupante, comme le montre l'augmentation depuis le début de l'année des chômeurs de plus de 25 ans, des licenciements économiques et de l'ancienneté moyenne des demandes.

1. L'emploi

Les premières informations concernant l'évolution de l'emploi au premier trimestre 1985 ont été fournies par l'enquête trimestrielle du Ministère du Travail et par les statistiques de l'UNEDIC. Ces deux sources se rejoignent sur un constat d'amélioration, ou plus précisément de moindre dégradation de la situation de l'emploi entre janvier et avril 1985. L'examen des évolutions sectorielles des effectifs salariés conduit cependant à rester très prudent et ne permet pas de conclure à une nette inflexion par rapport à la baisse tendancielle observée depuis la mi-82.

En début d'année, l'évolution des effectifs dans l'**industrie** (hors bâtiment) reste très proche de ce qu'elle était en 1984 : la diminution des effectifs dépasse 30.000 au premier trimestre contre 38.000 en moyenne au cours de 1984. Le léger mieux observé dans les industries agro-alimentaires n'est pas vraiment significatif ; les suppressions d'emplois dans les charbonnages ne sont plus compensées par des créations nettes d'emplois à EDF-GDF ; les réductions d'effectifs restent sévères dans les industries de biens intermédiaires (- 0,7 % au premier trimestre 1985) comme dans celles de biens d'équipement (- 0,8 %) ; l'automobile et l'équipement ménager sont particulièrement affectés (- 1,5 %) ; en revanche dans les industries de biens de consommation, on note une moindre baisse des effectifs salariés essentiellement imputable au textile-habillement. Globalement l'emploi industriel devrait continuer à décroître au cours des prochains trimestres conformément au rythme observé en début d'année. Sur l'année en cours la décroissance des effectifs atteindrait 2,6 % contre 3 % en 1984.

Cette prévision s'appuie sur la modélisation économétrique : les effectifs sont estimés à partir de ceux du trimestre précédent, de la production et d'une productivité tendancielle. A partir de la prévision de production figurant dans cette note, les effectifs estimés par l'équation sont légèrement plus bas au premier trimestre que ceux observés, mais l'écart est compensé aux deux trimestres suivants : en glissement comme en moyenne sur l'année, l'évolution retenue ici est celle estimée par cette équation.

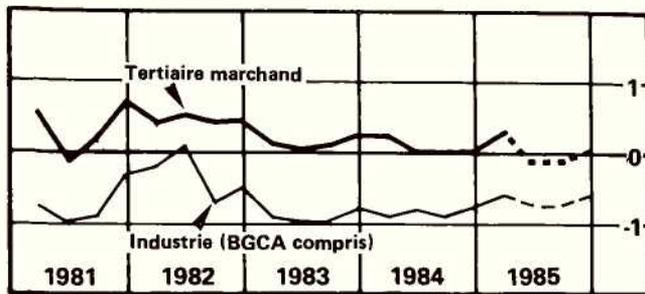
Evolution des effectifs salariés (secteurs marchands non agricoles)					glissements entre le début et la fin du trimestre CVS			
1984					Secteurs	1985		Effectifs au 31.12.85* (en millions)
84.1	84.2	84.3	84.4	GA		85.1	GA*	
-0,8	-0,8	-1,0	-0,8	-3,4	Industries manufacturières	-0,7	-2,2	4,034
-0,7	-0,7	-0,8	-0,8	-3,0	Industrie (hors Bâtiment)	-0,6	-2,6	4,874
-1,7	-1,5	-1,1	-1,1	-5,3	Bâtiment - Génie Civil	-0,3	-2,7	1,182
-0,9	-0,8	-0,9	-0,8	-3,4	Industrie (y.c. Bâtiment)	-0,6	-2,6	6,056
-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,6	Commerces	+0,5	-0,4	1,974
+0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,4	Transports - Télécommunication	-0,1	-0,9	1,310
+0,5	+0,1	+0,2	+0,2	+1,0	Services marchands	+0,4	+0,8	3,390
+0,2	+0,1	+0,2	+0,2	+0,7	Banques et assurances	-0,1	+0,3	0,665
+0,2	0,0	+0,1	0,0	+0,3	Tertiaire marchand	+0,3	+0,1	7,339
-0,3	-0,4	-0,4	-0,4	-1,5	Ensemble	-0,1	-1,1	13,395

Dans le secteur du **bâtiment** on enregistre au premier trimestre une baisse des effectifs employés (- 4.000) nettement inférieure à celle observée en 1983 et 1984 (environ - 20.000 par trimestre). Les conditions climatiques rigoureuses du mois de janvier ont à la fois ralenti le déroulement des travaux en cours et généré un surcroît de demande pour la réparation des dégâts occasionnés par le gel. Cette demande supplémentaire et le rattrapage du retard entraînent, toutes choses égales par ailleurs, une activité plus soutenue au moins jusqu'à l'été. La quasi stabilisation observée entre le 1er janvier et le 1er avril correspond donc à l'adaptation du niveau des effectifs à cette meilleure activité. La baisse reprendrait ensuite, à un rythme toutefois moindre qu'en 1984 et, en glissement annuel, le recul des emplois salariés dans le BTP atteindrait un peu moins de 3 % contre environ 6 % en 1983 et 1984.

Après trois trimestres de stabilité les effectifs du **secteur tertiaire marchand** s'accroissent de 20.000 au premier trimestre 1985. Contrairement à une tendance faiblement mais régulièrement déclinante depuis la fin 1982, l'emploi dans les commerces aurait progressé. Cette évolution décrite par l'enquête du Ministère du Travail, n'est cependant pas confirmée par les statistiques de l'UNEDIC qui enregistrent certes un léger mieux dans le commerce de détail non alimentaire, mais insuffisant pour empêcher la diminution globale de l'emploi. On conserve en prévision sur l'année une évolution négative de 0,4 % un peu moins accusée qu'en 1984 (- 0,6 %). Dans les transports et télécommunications la tendance à une baisse légère notée depuis le premier trimestre 1984 pourrait s'accroître un peu en 1985 du fait des réductions d'effectifs annoncées à la SNCF.

Les créations nettes d'emplois dans les services marchands se sont accélérées notamment en raison du développement de l'activité intérimaire. Ce mouvement apparaît donc entaché d'une certaine précarité et n'a pas été extrapolé. On retient pour 1985 une croissance du secteur un peu inférieure au 1 % observé en 1984. Dans les banques et assurances, secteurs traditionnellement en expansion, la baisse, certes minime, enregistrée au premier trimestre peut être le signe du retournement annoncé depuis plusieurs trimestres. A la hausse de 0,7 % de 1984 succéderait donc un plafonnement des effectifs en 1985.

Au total le nombre des salariés du tertiaire marchand connaîtrait une quasi sta-



Evolution des effectifs salariés dans l'industrie et le tertiaire marchand

Taux de variation trimestriels en %, CVS

gnation sur l'année. Dans ces conditions, la baisse des effectifs salariés dans l'ensemble de l'économie serait voisine de celle observée dans l'industrie et le bâtiment, soit une perte d'environ 160.000 emplois.^{1/}

2. Le chômage

Comme on l'a déjà souligné dans les précédentes notes de conjoncture, le commentaire et la prévision de l'évolution du chômage s'avèrent particulièrement délicats à l'heure actuelle. Les résultats du début de l'année en constituent une nouvelle illustration : les demandes d'emploi en fin de mois de l'ANPE ont diminué de fin janvier à fin avril alors que, ainsi qu'on vient de le voir, la décroissance des effectifs se poursuivait. La relation habituelle expliquant l'évolution des demandes en fin de mois (DEFM) par les variations des ressources en main-d'oeuvre et des effectifs employés conduirait pour l'année 1985 à un accroissement du chômage de 225.000.

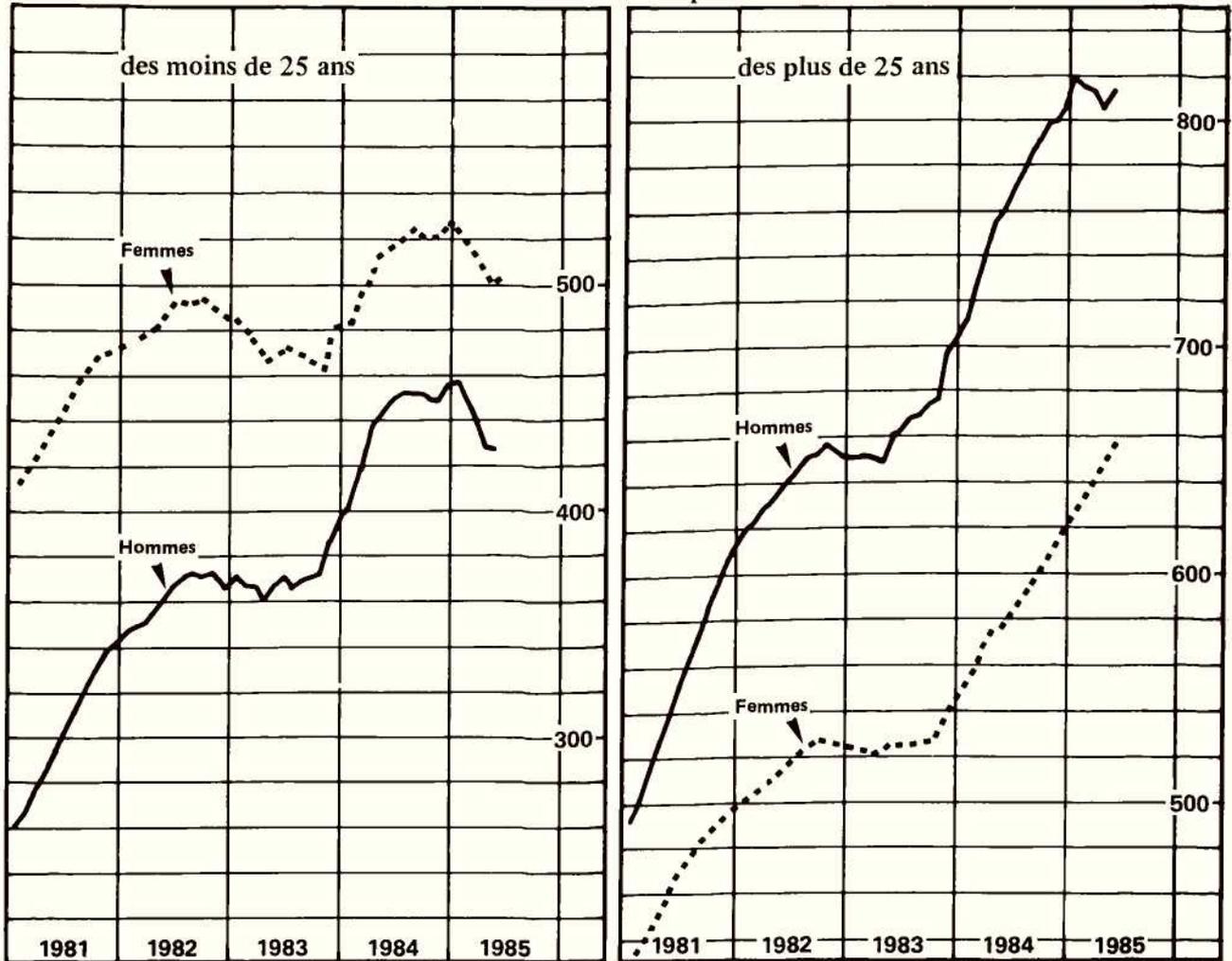
Ce résultat ne constitue toutefois pas une prévision car il ne prend notamment pas en compte les effets du dispositif mis en place à l'automne 1984 en direction des **jeunes chômeurs**. Ainsi, la formule des travaux d'utilité collective (TUC), initiative la plus marquante, connaît un réel succès. Fin mai 1985, on comptait 114.000 jeunes rémunérés au titre des TUC, solde des entrées, nombreuses depuis février, et des sorties, qui commencent à être significatives à partir d'avril (voir encadré). De fait, les effectifs engagés dans les travaux d'utilité collective devraient croître jusqu'à l'automne. Leur maintien à ce niveau, voire leur progression pourrait alors être autorisé par l'extension, annoncée, de la mesure aux jeunes de 22 à 25 ans, chômeurs depuis plus d'un an. On peut également s'interroger sur le sort qui sera réservé aux bénéficiaires en fin de stage. A l'origine conclus pour une durée comprise entre 3 mois et 1 an, les TUC seront-ils reconduits ?

Par ailleurs les autres formules proposées aux jeunes, formation ou aide à l'insertion professionnelle, qui ont sans doute momentanément pâti du succès des TUC, pourraient prendre le relais. A cet égard les 4.000 entrées en stage d'initiation à la vie professionnelle enregistrées en avril pourraient annoncer le véritable démarrage du dispositif de formation alternée dont les grandes lignes avaient été tracées par un accord inter-professionnel à la fin de 1983. Tous ces facteurs sont susceptibles de jouer pour maintenir à un niveau relativement bas le niveau des DEFM des moins de 25 ans, lequel a diminué de 50.000 de février à avril soit 5,2 %.

(1) Ces commentaires n'intègrent pas les TUC (travaux d'utilité collective) qui sont traités avec le marché du travail et qui se rattachent pour l'essentiel aux secteurs non marchands.

Demandes d'emploi

CVS— En milliers



L'effet sur la statistique des DEFM des dispositions autres que les mesures-jeunes semble actuellement d'ampleur plus faible. La possibilité offerte aux demandeurs âgés de plus de 55 ans de ne plus se déclarer à la recherche d'un emploi tout en conservant leurs droits n'a entraîné que 15.000 radiations de novembre 1984 à avril 1985 alors que la population concernée est beaucoup plus nombreuse. De même, la généralisation progressive du système de Gestion Informatisée des Demandes d'Emploi, si elle perturbe parfois localement l'évolution de la statistique, ne paraît pas avoir au niveau national un effet durable et significatif. Le nombre des **demandeurs d'emploi de plus de 25 ans** reste un indicateur pertinent de l'évolution du marché du travail.

Une des caractéristiques remarquables observée dans cette catégorie au cours des derniers mois est la divergence des chômages masculin et féminin. De février à avril le nombre de demandeurs âgés de 25 ans ou plus a diminué de plus de 10.000 (- 1,4 %) alors que celui des demandeuses de la même tranche d'âge s'est accru de 21.000 (+ 3,3 %). Cette évolution tient essentiellement à des différences de sorties de l'Agence. Les sorties pour reprise d'activité déclarée, en augmentation sensible depuis l'été 1984, touchent plus fréquemment les hommes que les femmes : 116.000 sorties de demandeurs pour ce motif en février-mars-avril 1985 contre 61.000 sorties de femmes alors que sur les mêmes mois de 1984, l'écart est plus faible (84.000 et 50.000 respectivement). Il en est de même des placements effectués par l'Agence comme des radiations pour absence au contrôle, ces dernières correspondant en partie à des reprises d'activité non déclarées. Sur les trois mêmes mois de 1985, ont été annulées pour absence au contrôle 126.000 demandes d'hommes et 85.000 demandes de femmes âgés de plus de 25 ans. Ces reprises d'acti-

Les travaux d'utilité collective (TUC)

Depuis la création des travaux d'utilité collective et jusqu'à la fin mai 1985, 51.000 conventions ont été signées (correspondant à 208.000 places offertes) et 135.000 jeunes se sont inscrits à un TUC. Cependant compte tenu des jeunes ayant fini ou interrompu leur stage (13.000) et compte tenu aussi des retards de paiement, 114.000 stagiaires ont été rémunérés au titre de mai 1985.

L'exploitation par le Ministère du Travail de 28.000 fiches statistiques annexées aux conventions et de 67.000 fiches statistiques individuelles relatives à la fin 1984 et au premier trimestre 1985 permet de décrire plus finement les organismes d'accueil et les bénéficiaires de la mesure.

Environ 40 % des conventions ont été signées par des associations, 1/3 par des communes, le reste par des établissements publics ou d'autres organismes (l'extension du champ du dispositif à certains organismes privés n'avait pas encore d'effets statistiques à la fin mars). 84 % des conventions traitées prévoient entre 1 et 5 bénéficiaires potentiels, le nombre moyen de ces bénéficiaires potentiels par convention s'établissant à 4,2 à la fin mars. La taille des conventions a tendance à décroître chaque mois depuis la mise en place des travaux d'utilité collective. De même la durée globale des travaux prévue par les conventions tend également à décroître légèrement ; à la fin mars, elle est dans 38 % des cas inférieure à six mois.

Enfin 21 % des conventions prévoient de faire exécuter des travaux administratifs, 21 % des travaux d'entretien d'équipements collectifs, 17 % concernent le travail social et socio-éducatif, 9 % sont liés à la protection de la nature et de l'environnement, 9 % à l'animation culturelle, le reste correspondant à des activités diverses ou non désignées. Près de la moitié des conventions accordent aux jeunes l'indemnité compensatrice prévue par les textes et plus de 30 % d'entre elles prévoient des avantages en nature ; quatre organismes signataires sur dix organisent des actions de formation à leur intention.

S'agissant des bénéficiaires, on peut retenir que jeunes gens et jeunes filles sont aussi nombreux, et que la plupart d'entre eux (près de 80 %) ont 19 ou 20 ans. Le niveau de formation des filles est plus élevé que celui des garçons : 17 % des jeunes inscrites ont au moins le bac (contre 4 % des inscrits), 43 % le niveau CAP (contre 37 %) et 15 % le niveau BEPC (contre 10 %) ; le quart d'entre elles et la moitié d'entre eux sont donc sans diplôme. Enfin le pourcentage des inscrits à l'ANPE au moment de leur entrée en TUC est très élevé : 92 %.

tivité plus masculines que féminines peuvent être rapprochées du développement de l'intérim noté au paragraphe relatif à l'emploi : on sait que ce secteur fait largement appel à une main-d'oeuvre ouvrière et masculine.

Globalement la situation du **marché du travail** reste toutefois préoccupante : les DEFM ont repris leur progression au mois de mai (+ 0,4 %) notamment chez les hommes de 25 à 49 ans. Les licenciements économiques avoisinent les 40.000 par mois de février à avril, soit un niveau encore plus élevé que celui observé depuis un an et demi. Si globalement les entrées en chômage varient peu, les inscriptions par suite de la perte d'un emploi précaire progressent fortement. L'ancienneté moyenne des demandes a augmenté de près d'un mois depuis l'an dernier. Les offres d'emploi enfin, restent à des niveaux très bas (47.000 en stock à fin mai), mais il est vrai que leur faible taux de couverture ne leur laisse que peu de signification.



Masse salariale brute							Evolution en %					
1984							1985*					
84.1	84.2	84.3	84.4	Gat	MA		85.1	85.2	85.3	85.4	Gat	MA
1,7	1,5	1,7	1,5	6,4	7,7	Taux de salaire horaire moyen toutes entreprises	1,5	1,2	1,6	1,3	5,6	6,0
-0,3	-0,3	-0,4	-0,4	-1,4	-1,4	Effectifs	-0,3	-0,2	-0,4	-0,3	-1,2	-1,3
0,0	0,0	0,0	-0,3	-0,3	-0,3	Durée du travail	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,2	-0,2
1,5	1,1	1,1	1,1	4,7	5,9	Masse salariale brute toutes entreprises	1,2	0,9	1,1	0,9	4,1	4,4
5,4	-0,7	0,7	1,0	6,4	9,2	Masse salariale brute Administrations publiques	1,4	0,4	2,5	0,6	4,9	4,0
2,3	0,7	1,1	1,0	5,1	6,5	Masse salariale brute	1,3	0,8	1,4	0,9	4,5	4,4

Prestations versées aux ménages par les circuits de sécurité sociale					Evolutions semestrielles %				
Part (%) en 1984	1984					1985*			
	84.I	84.II	Gat	MA		85.I	85.II	Gat	MA
36.6	4.2	5.6	8.7	10.0	Santé	5.2	2.8	7.4	9.5
40.5	4.0	3.1	7.0	8.6	Vieillesse	4.3	5.3	10.2	8.7
12.1	3.5	4.4	10.7	6.2	Famille	2.7	2.0	3.8	6.0
10.8	6.5	7.2	15.1	14.1	Chômage	3.6	1.2	3.1	7.9
100.0	4.2	6.8	8.9	9.4	Total	4.3	3.5	7.6	8.6

VII - Le revenu et la demande des ménages

Le pouvoir d'achat des ménages se redresserait en 1985, en particulier au second semestre grâce aux allègements fiscaux. Dès le premier trimestre, la consommation progresse : les ménages ressentent une amélioration de leur situation financière, ils ont un accès plus facile au crédit et la vague de froid leur occasionne un surcroît de dépenses de santé et d'énergie.

Le taux d'épargne, après un net fléchissement au premier trimestre, remonterait en cours d'année, tout en restant en-dessous du niveau qu'implique-

rait l'évolution du revenu. Cela permettrait en particulier à la consommation de produits manufacturés de progresser par rapport à l'an dernier.

La baisse de la FBCF en logement pourrait s'interrompre en fin d'année.

La formation d'actifs financiers des ménages resterait néanmoins soutenue, ceux-ci ayant plus largement recours au crédit. La structure des placements se déforme au profit des titres et de l'épargne-logement.

1. Le revenu et le pouvoir d'achat

Après avoir reculé deux années de suite, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages devrait s'accroître en 1985. Si l'évolution du salaire horaire reste très proche de celle des prix, la poursuite de la baisse des effectifs comme de la durée du travail entraîne une nouvelle diminution de l'ensemble des revenus salariaux en termes réels. En revanche les prestations sociales continuent de progresser et, fait nouveau, en 1985 la charge fiscale est allégée.

Sur l'année en cours l'augmentation des taux de salaires dans les entreprises atteindrait en moyenne 6 % à peu près également répartis entre le premier et le second semestres. Compte tenu du profil de l'inflation, mesurée par l'indice des prix de détail, dont le ralentissement serait surtout sensible en fin d'année, le léger recul du salaire réel observé au premier semestre serait compensé au second. Les évolutions prévues pour les effectifs (- 1,3 % en moyenne sur l'année) et pour la durée hebdomadaire du travail (- 0,2 %) s'écartent peu des tendances récentes (respectivement - 1,4 % et - 0,3 % en 1984). Globalement la **masse salariale** brute, versée par les entreprises, résultant de la prise en compte simultanée du taux de salaire, des effectifs et de la durée, devrait donc croître de 4,4 % en 1985 après 5,9 % en 1984. Le ralentissement serait encore plus marqué pour les administrations publiques où la croissance de la masse salariale reviendrait de 9,2 %, en 1984 et en moyenne annuelle, à 4,0 % en 1985.

En l'absence de modification des taux, l'évolution des cotisations sociales salariés (+ 4,9 %) se rapproche de celle des salaires bruts, ce qui marque une nette rupture avec les exercices précédents. En 1984 les cotisations avaient progressé de 16,6 % pour une croissance des salaires de 6,5 %. De ce fait, les salaires nets différence entre les salaires bruts et les cotisations salariés voient l'érosion de leur pouvoir d'achat se réduire, passant de - 2,1 % au deuxième semestre 1984 à - 0,4 % et - 0,3 % sur les deux semestres de 1985.

La croissance des **prestations sociales** enregistrerait un faible ralentissement passant de 9,5 % en 1984 à 8,9 % en 1985. De ce fait leur progression en termes réels passerait de 1,7 % à 2,7 %.

Pour les prestations familiales, les relèvements de la base de calcul opérés en janvier 1985 (+ 3,4 %) et au 1er juillet (+ 2,5 %) assurent une croissance en masse sur l'année de 6 % voisine de celle de l'exercice précédent. Les prestations santé ont connu une forte poussée au premier trimestre 1985 (+ 3,8 %) en raison notamment d'un surcroît de consommation médicale lié à la vague de froid. Sur l'année elles conserveront un rythme d'évolution élevé : + 9,5 % en 1985 après + 10 % en 1984. Le relèvement relativement modéré des honoraires médicaux sera compensé par une progression du nombre d'actes. Si par ailleurs on enregistre un ralentissement des prestations d'invalidité et d'accidents du travail du fait de la diminution constante du nombre de ces derniers, les dépenses d'hospitalisation et les prescriptions restent sur une tendance voisine de 10 % l'an.

Les revalorisations intervenues sur les pensions de Sécurité Sociale et le minimum vieillesse (+ 3,4 % au 1.1.1985 puis 2,8 % au 1.7.1985) entraînent une croissance moyenne sur l'année de 6 %, soit un maintien du pouvoir d'achat. Par ailleurs la croissance des effectifs de retraités se renforce passant de 200.000 en 1984 à 220.000 en 1985 (y contribuent l'arrivée à l'âge de 65 ans de la génération 1920, première "classe pleine" de l'après guerre ainsi que l'abaissement de l'âge de la retraite dont les bénéficiaires devraient passer de 85.000 en 1984 à 50.000 cette année). Globalement le montant des prestations vieillesse augmenterait en moyenne de 8,7 %, comme en 1984.

En revanche, le ralentissement observé en 1984 sur les prestations chômage-prétraite s'accroît en 1985 : leur croissance reviendrait de 14,1 % en moyenne sur 1984 à 7,9 % cette année. Les dépenses au titre des préretraites ne devraient en effet progresser que très modérément. L'arrêt des entrées directes en garantie de ressources et en contrat de solidarité induit une réduction des effectifs bénéficiaires qui n'est que partiellement compensée par la progression des préretraites FNE. Par contre, les prestations chômage continuent à progresser rapidement. Les économies réalisées sur l'assurance chômage du fait de la mise en place progressive du nouveau système d'indemnisation défini en 1984 sont absorbées par la croissance des effectifs de chômeurs indemnisés. Le nombre des bénéficiaires du régime de solidarité s'accroît fortement du fait tant des modifications apportées en avril 1984 aux conditions d'obtention des allocations d'insertion que de la réduction de la durée de l'assurance chômage, relayée par l'allocation solidarité.

Les **impôts** payés par les ménages croissent beaucoup moins vite en 1985 que les années précédentes : environ 4 % en francs courants contre 17,7 % en 1983 et 12,0 % en 1984. Ce ralentissement résulte des mesures d'allègement de l'impôt sur le revenu arrêtées dans la Loi de Finances : suppression de la contribution sociale de 1 % du revenu imposable, et réduction de 5 % de l'impôt qui aurait été payé à législation constante et avec indexation des tranches du barème. L'IRPP ne

Le pouvoir d'achat des ménages										Evolution en % ⁽¹⁾					
Cont. 1984	1984							Pouvoir d'achat de :	1985*						Cont. 1985
	84.1	84.2	84.3	84.4	GAT	MA	85.1		85.2	85.3	85.4	GAT	MA		
-0,6	0,5	-1,1	-0,6	-0,5	-1,6	-1,1	(+) masse salariale brute	0,0	-0,9	0,2	-0,2	-0,9	-1,5	-0,8	
-0,5	2,8	2,6	1,1	1,5	8,3	8,0	(-) cotisations sociales salariés	-2,6	-0,8	-0,2	0,1	-3,4	-1,0	+0,1	
-1,1	0,2	-1,7	-0,9	-0,9	-3,2	-2,5	(=) masse salariale nette	0,5	-1,0	0,3	-0,2	-0,4	-1,6	-0,7	
-0,2	-0,2	-0,9	0,8	-1,4	-1,7	-0,6	(+) autres revenus nets (2)	0,3	-0,2	0,9	0,2	1,2	-0,2	0,0	
+0,6	0,1	0,5	0,5	1,3	2,3	1,7	(+) prestations sociales	1,2	-0,4	0,7	0,8	2,3	2,7	+1,0	
-0,4	1,3	1,9	-1,5	6,4	8,1	4,1	(-) impôts	-0,5	-2,9	-3,9	-4,9	-11,6	-1,5	+0,1	
-1,1	-0,1	-1,0	0,2	-0,9	-1,9	-1,1	(=) revenu disponible brut	0,8	-0,4	1,0	0,7	2,2	0,4	0,4	
	1,7	1,8	1,7	1,5	6,7	7,7	Déflateur (3)	1,4	1,8	1,2	1,1	5,6	6,1		

(1) Nombre de points de variation du pouvoir d'achat du RdB résultant de l'évolution de la ligne.
(2) Y compris Excédent Brut d'Exploitation des entrepreneurs individuels.
(3) Indice des prix de détail dit des "295 postes"

croîtrait de ce fait que de 0,4 % en francs courants en 1985 et les modalités de recouvrement conduiront à un sensible allègement de la pression fiscale au second semestre.

Dans ces conditions et compte tenu d'un léger ralentissement de la dégradation du pouvoir d'achat de l'EBEI, le **revenu disponible des ménages après impôt** devrait progresser de 6,5 % cette année en nominal et de 0,4 % en termes réels. Mis à part la progression du premier trimestre en partie due aux fortes prestations santé, les gains de pouvoir d'achat apparaissent essentiellement au second semestre.

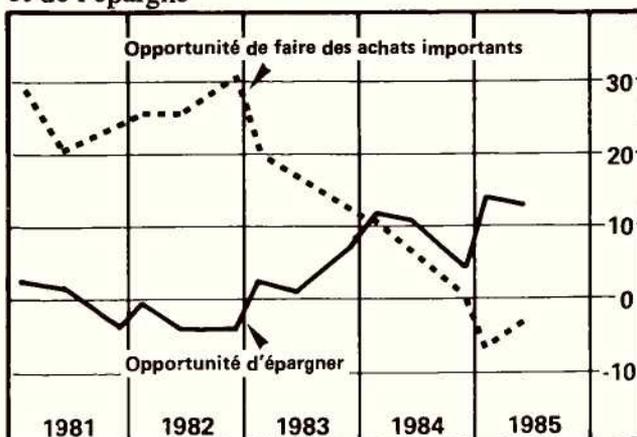
2. La consommation

Après la stagnation observée tout au long de l'année 1984 la **consommation des ménages** s'est sensiblement redressée au premier trimestre 1985 (+ 1,5 %). Cette hausse est en bonne part imputable à la vague de froid de janvier. Outre la consommation d'énergie qui s'est accrue de 9,4 % en volume au premier trimestre, les dépenses de santé se sont renforcées : la morbidité élevée du début d'année a contribué à une forte augmentation des soins et des dépenses de pharmacie (+ 7,5 % en volume), en particulier pour les médicaments affectés d'un fort ticket modérateur. Par ailleurs les ventes de chaussures et d'appareils ménagers (chauffages d'appoint) ont également été stimulées par les conditions climatiques.

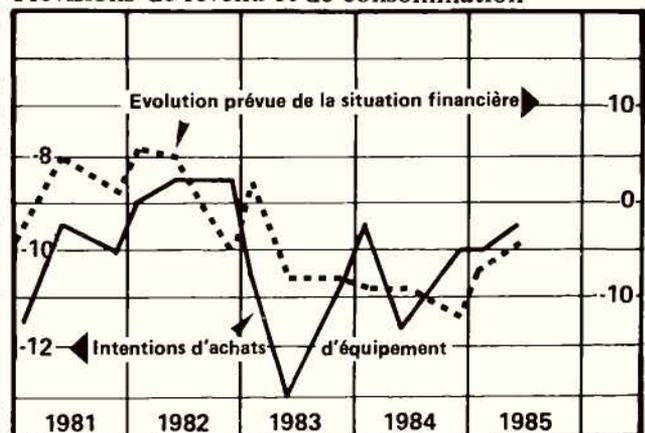
Cependant l'effet froid ne semble pas pouvoir rendre compte totalement du changement de rythme observé dans la consommation au premier trimestre. Alors que les ménages devaient faire face à des dépenses obligatoires importantes et inopinées, ils ont également accru leurs achats de produits industriels, notamment d'automobiles. L'observation d'avril et de mai fait d'ailleurs apparaître que, si sur les postes les plus directement affectés par le froid (énergie, pharmacie, chaussures), on observe bien un retour des achats à un niveau normal et donc une baisse de la consommation, sur les autres produits industriels le mouvement de compensation est peu marqué. On note même une orientation assez positive du textile, et de la librairie papeterie.

Simultanément à cette reprise de la consommation, on observe une légère amélioration du pouvoir d'achat au premier trimestre, acquise par le jeu des transferts sociaux. Sur les comportements de consommation et d'épargne, l'enquête de conjoncture auprès des ménages menée chaque année en janvier, mai et novembre fournit un éclairage complémentaire. Dès janvier 1985 on note un arrêt de la dégradation de la situation financière ressentie par les ménages, ainsi qu'un sensible redres-

Attitudes vis à vis de la consommation et de l'épargne



Prévisions de revenu et de consommation



Consommation des ménages (aux prix de 1970)

							Taux de croissance en %					
1984							1985*					
84.1	84.2	84.3	84.4	GAt	MA		85.1	85.2	85.3	85.4	GAt	MA
0,2	0,2	-0,3	0,0	0,1	0,7	Alimentation	1,0	-0,5	0,0	0,1	0,6	0,6
5,2	-4,2	-0,6	-1,1	-0,9	2,3	Energie	9,4	-6,6	-0,1	0,3	2,4	1,8
-1,4	-0,5	0,4	-1,6	-3,1	-2,1	Produits industriels ...	1,6	-0,6	0,4	0,7	2,2	0,3
-2,1	-2,3	-1,1	-1,7	-7,2	-5,1	dont : biens durables	0,3	-0,5	0,5	1,2	1,5	-2,3
-2,5	-0,3	3,6	-5,2	-4,4	-3,8	textiles-cuir	1,5	-0,3	0,9	0,9	3,0	-0,4
-0,4	0,7	-0,4	0,4	0,3	1,1	autres	2,5	-0,9	0,1	0,3	2,0	2,2
0,3	0,7	0,0	1,5	2,5	2,6	Services	0,5	0,2	0,5	0,6	1,8	2,4
0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,7	Ensemble de la consommation	1,5	-0,7	0,4	0,5	1,7	1,3

(1) Part de la ligne dans le total de la consommation aux prix courants de 1985.

sement des perspectives d'évolution. Ces tendances sont confirmées, voire amplifiées lors de l'enquête de mai. Une interprétation de ce retournement d'opinion est qu'il intègre dès le début de l'année les effets de la politique fiscale, largement annoncée, commentée et débattue, qui conduit à une diminution sensible des impôts perçus en fin d'année. L'attitude du système bancaire peut également avoir contribué à lever certaines tensions. Peu contraintes par le nouveau système de contrôle de crédit, confrontées à une faible demande des entreprises, les banques ont largement orienté leur offre de crédit en direction des ménages en début d'année. L'amélioration perçue et anticipée de la situation financière des ménages se traduit par le redressement des intentions d'achat de biens d'équipement.

Cette observation conduit à attendre un impact relativement rapide sur la consommation des gains de pouvoir d'achat qui interviendront au deuxième semestre. Il convient toutefois de souligner que l'attitude des ménages vis-à-vis de la consommation et de l'épargne, telle qu'elle est retracée par l'enquête de conjoncture n'est pas dénuée d'ambiguïté : les ménages affichent une forte préférence pour la consommation et affirment ne pas être en mesure d'épargner, tout en déclarant que la conjoncture est plus favorable à l'épargne qu'à la consommation. Cette dernière remarque n'est pas sans fondement compte tenu des taux réels positifs servis sur les principaux produits d'épargne et de la progression des cours des valeurs boursières. On observe de fait une formation relativement soutenue d'actifs financiers, mais dans l'immédiat le déterminant principal du partage consommation épargne semble être le souci de compenser le recul des achats de biens manufacturés noté depuis la fin de 1982.

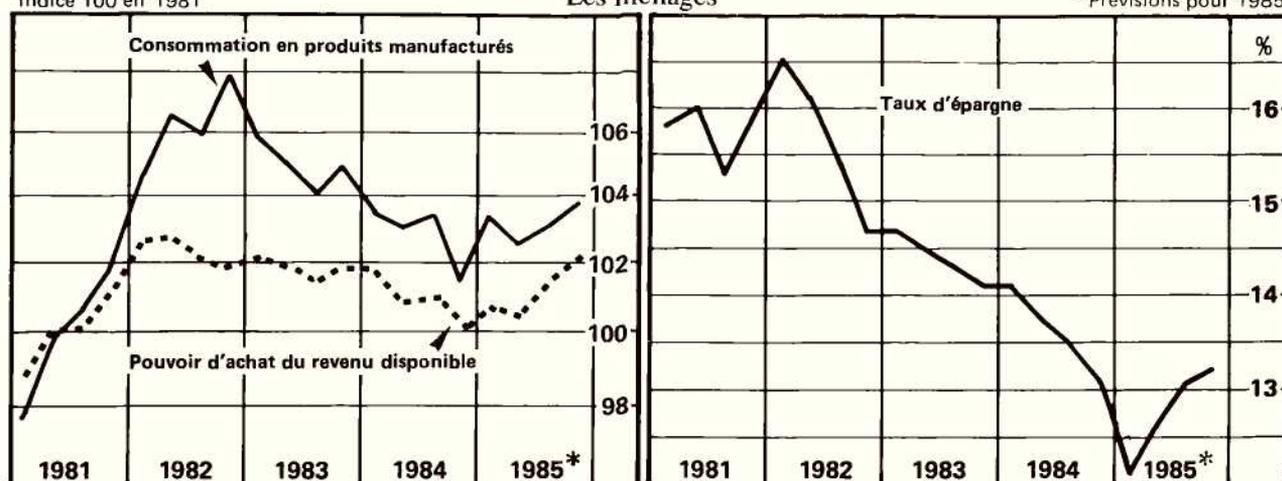
Dans ce contexte, la prévision retient pour le second semestre une stabilisation des consommations alimentaires et d'énergie. De même les achats de services conserveraient une évolution régulière après une légère consolidation au deuxième trimestre sous l'effet du reflux des dépenses de santé. En revanche, la consommation de produits industriels qui présente une sensibilité marquée aux fluctuations du revenu devrait réagir positivement à la progression du pouvoir d'achat sur la fin de l'année.

Ce redressement toucherait principalement les biens durables -et parmi eux plus l'automobile que les biens d'équipement du logement (ameublement, électroménager)-, ainsi que l'habillement.

Indice 100 en 1981

Les ménages

*Prévisions pour 1985



Compte tenu de l'acquis négatif fin 1984, la progression en glissement prévue pour les biens durables et l'habillement n'est cependant pas suffisante pour retrouver en moyenne en 1985 le niveau de l'an dernier. Mais l'ensemble des produits industriels, grâce à la poursuite d'une forte croissance de la pharmacie, devrait connaître une évolution légèrement positive après deux années de repli.

3. Le comportement d'épargne

La forte consommation des ménages au premier trimestre, alors que le pouvoir d'achat du revenu disponible n'augmentait que faiblement, a induit un recul exceptionnel du **taux d'épargne**. Les équations économétriques traditionnelles rendent mal compte du niveau historiquement bas ainsi atteint. Celui-ci semble imputable à la conjonction de plusieurs facteurs : une consommation de produits industriels particulièrement déprimée en fin d'année 1984, l'effet froid, les perspectives plus optimistes des ménages au premier trimestre et un accès plus facile au crédit. Au second semestre, la hausse du revenu disponible serait accompagnée d'une remontée du taux d'épargne parallèle au mouvement prédit par l'économétrie.

Ce taux resterait donc en dessous du niveau prévu par l'équation. Cette projection suppose une certaine stabilité des anticipations et du contexte financier. On fait donc l'hypothèse que les ménages croient durable la réduction des prélèvements obligatoires et prennent en compte la venue à échéance au premier semestre 1986 de l'emprunt obligatoire de 1983.

Taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible)										
1984						1985*				
84.1	84.2	84.3	84.4	MA		85.1	85.2	85.3	85.4	MA
14,0	13,6	13,4	13,0	13,5	Taux d'épargne global	12,1	12,6	13,1	13,2	12,7
5,3	5,0	5,0	4,5	4,9	Taux d'épargne financière	3,8	4,4	5,0	5,1	4,6

Enquête de conjoncture auprès des ménages									
Proportion des ménages déclarant souhaiter placer leur épargne en :	1982	1983			1984			1985	
	Nov.	Janv.	Mai	Nov.	Janv.	Mai	Nov.	Janv.	Mai
Livrets d'Epargne	52,5	52,0	54,0	53,5	53,5	52,5	49,5	48,5	47,5
Epargne logement	21,5	20,0	21,0	23,0	23,0	21,5	22,5	23,0	24,5
Actions, Emprunts et Obligations	4,5	6,0	4,5	6,0	5,5	7,5	8,0	8,0	9,0

La faiblesse globale de l'épargne se traduirait par une nouvelle baisse en moyenne sur l'année de la FBCF des ménages et par la stabilisation en francs courants de leur capacité de financement. La FBCF logement devrait toutefois connaître une orientation plus positive sur la seconde partie de l'année. La baisse des taux, divers aménagements de la fiscalité et des procédures de financement parviendraient à enrayer le recul des achats de logements neufs : on peut noter le relèvement du plafond de la réduction d'impôts sur les charges d'intérêts, l'extension des prêts conventionnés aux logements anciens et des prêts d'épargne logement aux résidences secondaires. Par ailleurs la réparation des dégâts dûs au gel contribuera à augmenter les travaux d'entretien.

La stabilisation en valeur de l'épargne financière nette masque une évolution dynamique de la formation d'actifs financiers d'une part, de l'endettement d'autre part. En 1984 les liquidités détenues par les ménages (au sens de M3) se sont accrues de 8,3 % en léger ralentissement par rapport aux 9,2 % enregistrés en 1983. Sur les premiers mois de 1985, ce rythme reste voisin de 8 %. Le freinage plus marqué observé dans les Caisses d'Epargne est compensé par une progression plus forte des avoirs dans les banques.

Les ménages participent concurremment avec les entreprises au développement du marché financier, notamment par l'intermédiaire d'organismes de placement collectif dont les avoirs sont en forte croissance sur le début de l'année 1984. L'enquête de conjoncture auprès des ménages fait d'ailleurs apparaître une sensible progression des intentions de placements en valeurs mobilières sur la période récente.

Une indication partielle sur l'évolution de la formation d'actifs financiers est donnée par les statistiques de la Caisse Nationale d'Epargne. L'évolution du partage de la collecte de la Caisse Nationale d'Epargne, qui représente à peu près 10 % des actifs liquides, au profit des organismes de placement collectif (SICAV et FCP) est représentative d'un phénomène qui touche tous les réseaux.

Formation d'actifs financiers à la Caisse Nationale d'Epargne						(milliards de Francs)	
	1983		1984		1985		
	5 mois	Année	5 mois	Année	5 mois		
Formation d'actifs liquides ^{1/} ^{2/}	11,7	26,2	8,7	21,2	7,0		
Collecte des SICAV et FCP (non CVS)	-	0,7	0,5	3,0	3,4		
Total	11,7	26,9	9,2	24,2	10,4		

1/ Livrets A, Livrets B, Lep, Codevi, Epargne Logement.
2/ CVS INSEE
Source : Flash CNE

L'effet de l'allègement des impôts directs sur la consommation

Le diagnostic conjoncturel dépend fortement de l'appréciation qu'on porte sur les effets des allègements d'impôts sur le revenu votés dans le budget de 1985. Leur montant est non négligeable : 22 MF au total, soit 0,7 % du revenu disponible des ménages si l'on additionne la suppression de la contribution de 1 % (12 MF), et la baisse de 5 % de l'impôt sur le revenu (10 MF). Il faut remonter à 1972 (avec la baisse des taux de TVA, compensée en partie par la hausse de l'impôt sur le revenu) et à 1974 (avec le retard accidentel dans la perception des impôts locaux) pour constater des réductions d'impôts d'ampleur comparable.

La question posée est de savoir avec quelle vitesse et dans quelle proportion ces diminutions d'impôt se répercutent dans les dépenses des ménages.

Les divers tests économétriques réalisés à cet égard rejettent tout d'abord l'idée que les réductions d'impôts - ou dans l'autre sens, les hausses d'impôts - s'incorporeraient plus rapidement en moyenne dans la consommation qu'une augmentation de même montant du revenu avant impôts. Autrement dit, il n'y a pas en moyenne d'effet spécifique des impôts par rapport aux autres éléments du revenu des ménages. Ceci se comprend aisément si l'on observe l'imprécision de la mesure statistique du rythme infra annuel des perceptions d'impôts (affectées d'une saisonnalité très erratique) et si l'on tient compte de la diversité des mesures fiscales enregistrées dans le passé : elles touchent tantôt les bas revenus (allègement fiscal de 1967), tantôt les hauts revenus (élargissement des tranches du barème de 1972, et en sens inverse, impôts exceptionnels de 1974, et de 1982 à 1984), tantôt enfin l'ensemble des revenus selon une courbe de répartition proche de l'impôt (relèvement du barème supérieur à la hausse des prix en 1970 et 1971). Elles ont un caractère permanent ou au contraire transitoire ; elles sont annoncées à l'avance au moment des projets de lois de finances ou au contraire décidées brusquement lors de collectifs budgétaires. Toutes ces mesures contradictoires mélangent donc leurs effets et l'économétrie n'en saisit qu'une moyenne, proche de l'effet des variations du revenu avant impôt.

A supposer donc une réaction identique de la consommation à une baisse d'impôts et à une hausse du revenu avant impôts, on évalue l'effet des allègements d'impôts directs sur la consommation des ménages à 0,5 % en glissement en 1985 (0,2 % en moyenne) et à 0,2 % en 1986 (0,5 % en moyenne). L'effet maximum est en fin 1985 : + 0,3 % sur le taux de croissance de la consommation.

Effets sur la consommation des ménages des allègements d'impôts directs du budget 1985 (1)

	1985						1986					
	85.1	85.2	85.3	85.4	GAT	MA	86.1	86.2	86.3	86.4	GAT	MA
Réductions d'impôts (en milliards de F.).	-2	-2	-9	-9		-22	-6	-6	-6	-6		-23,5 ^{2/}
Supplément de consommation												
- en milliards de F.	0,6	1,3	2,1	4,3		8,3	4,1	5,0	6,5	5,5		21,1
- en %	-	0,1	0,1	0,3	0,5	0,2	-	0,1	0,2	-0,1	0,2	0,5

(1) Les effets sont obtenus en isolant le comportement de consommation des ménages. Ils sont calculés par rapport à une situation où il n'y aurait pas eu d'allègements, les impôts de 85 et 86 ayant été calculés selon les mêmes modalités qu'en 1984, avec une simple indexation des tranches sur l'inflation.

(2) Pour 1986 les mesures sont supposées maintenues : la cotisation de 1 % n'est pas rétablie, l'impôt est réduit de 5 %.

Collecte d'épargne logement de la Caisse Nationale d'Épargne					
(milliards de Francs - non CVS)					
Variation des avoirs :	1983		1984		1985
	5 mois	Année	5 mois	Année	5 mois
Ensemble de l'épargne logement	0,72	1,28	0,97	1,35	1,40
dont : Plans	0,37	0,93	0,73	1,16	1,09
Source : Flash CNE					

Par ailleurs, à l'intérieur des placements liquides, la faveur particulière dont jouit l'épargne logement s'exerce au détriment des autres produits, en particulier des livrets non défiscalisés. Cette tendance que l'on vérifie sur les statistiques de la CNE est également affirmée dans l'enquête de conjoncture des ménages.

Face à ces flux d'épargne qui restent soutenus, le rythme de croissance des crédits obtenus par les ménages qui avait fléchi d'environ 1,5 point en 1984 se redresse sur la première partie de l'année 1985. Cette évolution est permise par le maintien à un niveau élevé, voire même le développement de l'offre de crédit bancaire. Après avoir sensiblement fléchi sur le second semestre 1984, la distribution de crédits de trésorerie s'est ranimée au cours des premiers mois de 1985 en liaison avec la reprise de la consommation de biens durables. La demande de prêts à l'habitat s'est également redressée, notamment pour les formules d'épargne logement et de prêts conventionnés.

Compte tenu de la faiblesse des transactions notée sur les logements neufs, ces concours ont sans doute été utilisés en bonne part pour le financement de travaux de gros entretien ou d'amélioration.



Promotion d'un produit
Enquête dans les entreprises
Recherche d'un réseau commercial



SIRÈNE est le répertoire des entreprises et des établissements

A partir de SIRÈNE vous pouvez obtenir rapidement des listes d'adresses classées selon différents critères

- zone géographique
- activité principale
- effectif de l'entreprise

Autant d'informations indispensables à votre démarche.

INFORMATION : P 658
Paris : Observatoire économique de Paris - Tour Gamma A, 195, rue de Bercy 75582 Paris Cedex 12.
Province : Observatoire économique de votre région.

Impression d'après documents fournis
IMPRIMERIE NATIONALE
5 677 293 P54

Prix de vente et abonnements

● PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Economie et statistique

Revue mensuelle d'information. Abonnement 1 an (11 numéros). Édition *sur papier* : France, 295 F ; étranger, 350 F. Le numéro : France, 31 F ; étranger, 37 F. Édition *sur microfiche* : France, 125 F ; étranger, 155 F. Le numéro isolé *sur microfiche(s)* : 15 F.

Tendances de la conjoncture

Tendances de la conjoncture est constitué de deux cahiers trimestriels de graphiques et de données, des chiffres de quinzaine, des tableaux mensuels d'indicateurs et d'un supplément trimestriel sur la situation et les perspectives de l'économie française. Abonnement 1 an : France, 445 F ; étranger, 540 F. Le cahier trimestriel : France, 44 F ; étranger, 50 F.

Note de conjoncture de l'INSEE

Étude de la situation et des perspectives de l'économie française. Abonnement 1 an (4 numéros) : France, 110 F ; étranger, 130 F ; le numéro : France, 32 F ; étranger, 38 F.

Informations rapides

Service complémentaire de *Tendances de la conjoncture*. 250 envois par an environ : communiqués, notes rapides, résultats détaillés d'enquêtes de conjoncture. Abonnement 1 an : France, 1 030 F ; étranger, 1 260 F. Le cahier de résultats détaillés, 8 F.

Annales de l'INSEE

Statistique mathématique, théorie économique, économétrie. Abonnement 1 an (4 numéros), édition *sur papier* : France, 320 F ; étranger, 385 F. Le numéro : France, 93 F ; étranger, 105 F. Édition *sur microfiche* : France, 74 F ; étranger, 105 F. Le numéro : 19 F.

Bulletin mensuel de statistique

Bulletin de statistiques hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles. Abonnement 1 an (12 numéros) : Édition *sur papier* : France, 240 F ; étranger, 275 F. Le numéro : France, 23 F ; étranger, 28 F. Édition *sur microfiche* : France, 125 F ; étranger, 155 F. Le numéro isolé *sur microfiche(s)* : 15 F.

Bloc-notes de l'Observatoire économique de Paris

Pour mieux connaître l'information statistique, des repères documentaires sur les problèmes économiques du moment. Abonnement 1 an (11 numéros) : France, 50 F ; étranger, 60 F. Le numéro : 10 F.

Bulletin bibliographique

Trois fois par an, ce bulletin présente des analyses d'articles et d'ouvrages portant sur la méthodologie statistique appliquée ou applicable aux pays en voie de développement. Abonnement 1 an (3 numéros) : France, 44 F ; étranger, 55 F. Le numéro : France, 16 F ; étranger, 20 F.

Courrier des statistiques

Quatre fois par an, une image globale de la vie du système statistique français. Abonnement 1 an (4 numéros) : France, 78 F ; étranger, 100 F. Le numéro : France, 23 F ; étranger, 28 F.

Publications régionales de l'INSEE

Statistiques et conjonctures régionales. Prix des abonnements et nombre de livraisons variables selon les régions. Demande d'abonnement à adresser directement aux Observatoires économiques régionaux.

● LES COLLECTIONS DE L'INSEE

	France		Étranger	
	Édition sur papier	Édition sur microfiche	Édition sur papier	Édition sur microfiche
Série C. « Comptes et planification » (8 volumes)	435	510	225	275
Série D. « Démographie et emploi » (10 volumes)	540	635	205	255
Série E. « Entreprises » (8 volumes)	435	510	205	255
Série M. « Ménages » (10 volumes)	540	635	225	275
Série R. « Régions » (4 volumes)	233	275	95	140
Abonnement groupé (36 volumes toutes séries réunies)	1 795	2 170	810	1 050

Le numéro : prix variable

Bon de commande

à retourner à l'Observatoire économique de votre région

VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS SUIVANTES :

Économie et statistique	<input type="checkbox"/>	Annales de l'INSEE	<input type="checkbox"/>
Bulletin mensuel de statistique	<input type="checkbox"/>	Courrier des statistiques	<input type="checkbox"/>
Tendances de la conjoncture	<input type="checkbox"/>	Bloc-notes de l'OEP	<input type="checkbox"/>
Note de conjoncture de l'INSEE	<input type="checkbox"/>	Bulletin bibliographique	<input type="checkbox"/>
Informations rapides	<input type="checkbox"/>		

VEUILLEZ NOTER MON ABONNEMENT AUX « COLLECTIONS DE L'INSEE » :

Série C	<input type="checkbox"/>	Série M	<input type="checkbox"/>
Série D	<input type="checkbox"/>	Série R	<input type="checkbox"/>
Série E	<input type="checkbox"/>	36 volumes (toutes séries)	<input type="checkbox"/>

MONTANT À RÉGLER : F

Ci-joint en règlement : mandat — chèque bancaire — chèque postal* au nom de M. le Régisseur des Recettes de l'INSEE.

Nom ou raison sociale :

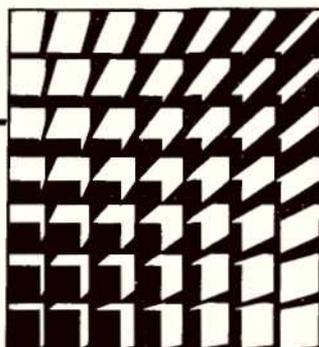
Profession ou activité :

Adresse :

Je désire être informé(e) en permanence des ouvrages et périodiques publiés par l'INSEE en recevant brochures et catalogues :

oui — non*

*Rayer les mentions inutiles.



LE DISPOSITIF INSEE D'INFORMATION CONJONCTURELLE

INFORMATIONS RAPIDES

Ces notes, pratiquement quotidiennes (250 numéros par an), diffusent immédiatement l'essentiel de l'information : derniers indices, opinions des chefs d'entreprise et des ménages (première livraison : diagnostic global ; deuxième livraison : tableaux détaillés et commentés), comptes nationaux trimestriels (en deux étapes également).

Abonnement 1 an : France 1 030 F ; Étranger : 1 260 F.

TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Cette revue, où les graphiques occupent la première place (plus de 1 200 séries sur dix ans ou sur vingt ans), constitue un véritable outil de travail grâce à la précision du dessin et grâce à la présence des tableaux (sur trois ans) à l'appui des courbes.

- Deux cahiers trimestriels complémentaires :
 - cahier 1 : tableau de bord de l'économie sur dix ans, en 600 séries
 - cahier 2 : en 600 séries mais sur vingt ans, d'abord le suivi de l'environnement international, puis une illustration méthodique des comptes trimestriels.
- Trois suppléments :
 - les chiffres de quinzaine : les nouveaux chiffres parus dans les quinze derniers jours, pour actualiser les 1 200 séries des cahiers 1 et 2.
 - les graphiques du mois : un tableau de bord condensé en quinze graphiques.
 - la note de conjoncture : quatre fois par an, l'étude approfondie de la situation et des perspectives de l'économie française (voir ci-dessous pour la seule note).

Tendances de la conjoncture : abonnement 1 an, France 445 F, étranger 540 F.

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

(disjointe de l'abonnement à TENDANCES).

Abonnement isolé à la Note de Conjoncture 1 an, France 110 F, étranger 130 F.

insee

institut national de la statistique et des études économiques